

**Point de presse du porte-parole -
Journée internationale des droits
des femmes - Association des États
riverains de l'Océan
Indien/Participation de M. Le Guen
au sommet des chefs d'État et de
gouvernement - Corée du Nord/Tir
de missiles balistiques -
Israël/Territoires
palestiniens/Ordres de démolition
émis par les autorités israéliennes
contre des structures bédouines -
Jordanie/Peine de mort -
Mali/Attaque de la base militaire de
Boulikessi - Panama/Accident de
bus
(Paris, 06 mars 2017)**

Au point de presse de ce jour, le porte-parole a fait les déclarations et répondu à la question suivante :

1 - Journée internationale des droits des femmes (8 mars 2017)

À l'occasion de la 40ème journée internationale des droits des femmes, M. Jean-Marc Ayrault, ministre des affaires étrangères et du développement international, et Mme Laurence Rossignol, ministre des familles, de l'enfance et des droits des femmes, coprésideront au Quai d'Orsay un événement de haut niveau qui rassemblera des personnalités de tous horizons.

Cette rencontre, clôturée par le président de la République, sera également l'occasion de présenter le «Serment de Paris», un texte appelant à une remobilisation de la communauté internationale en faveur des droits des femmes dans un contexte où les femmes sont toujours victimes, partout dans le monde, de violences sexuelles, physiques ou psychologiques.

La France défend les droits et l'autonomie des femmes ainsi que leur participation à tous les niveaux de responsabilité. Elle lutte contre toutes les formes de violences à leur encontre. La France est mobilisée pour la mise en oeuvre de l'agenda «Femmes, paix et sécurité» du conseil de sécurité des Nations unies. Elle soutient également celles et ceux qui s'engagent contre les violences de genre en milieu scolaire. La France met en oeuvre la stratégie «genre et développement» établie pour la période 2013-2017, dont l'objectif est l'inclusion de l'égalité entre les femmes et les hommes dans l'ensemble des politiques de solidarité internationale et de développement.

2 - Association des États riverains de l'Océan Indien (IORA) - Participation de M. Jean-Marie Le Guen au sommet des chefs d'État et de gouvernement (Jakarta, 6-7 mars 2017)

À l'occasion du vingtième anniversaire de l'association des États riverains de l'Océan Indien (IORA), M. Jean-Marie Le Guen, secrétaire d'État chargé du développement et de la Francophonie, participe les 6 et 7 mars au sommet des chefs d'État et de gouvernement, au cours duquel il prononcera un discours sur la place de la France dans l'Océan Indien.

La France, qui compte plus d'un million de citoyens présents dans la zone de l'Océan Indien, a adhéré à l'IORA en 2001 en tant que «partenaire du dialogue» et mène avec plusieurs pays riverains un dialogue soutenu sur des sujets d'intérêt commun.

3 - Corée du Nord - Tir de missiles balistiques (6 mars 2017)

La France condamne les quatre tirs de missiles balistiques effectués par la Corée du Nord le 6 mars, en violation des résolutions du conseil de sécurité des Nations unies, qui se sont abattus à proximité ou dans la zone économique exclusive du Japon.

Nous appelons la Corée du Nord à se conformer sans délai à ses obligations internationales et à procéder au démantèlement complet, vérifiable et irréversible de ses programmes nucléaire et balistique.

La France réitère sa solidarité avec ses partenaires de la région, en particulier la Corée du Sud et le Japon, dont la sécurité est menacée par le programme nucléaire et balistique nord-coréen.

Nous appelons la communauté internationale à agir sans délai pour empêcher la Corée du Nord de disposer d'un arsenal nucléaire opérationnel et pour préserver le régime de non-prolifération. Nous sommes en contact avec nos partenaires, en particulier avec les membres permanents du conseil de sécurité, le Japon et la Corée du Sud, pour bâtir une réponse ferme et déterminée. Cette réponse passe notamment par le renforcement de la mise en oeuvre par tous les États des résolutions 2270 et 2321 du conseil de sécurité et par l'adoption rapide de nouvelles mesures restrictives par l'Union européenne.

Q - Bonjour, la Corée du Nord a, selon Tokyo et Séoul, tiré ce lundi quatre missiles à partir de sa base de Tongchang-ri, près de la frontière avec la Chine, dont trois sont tombés à environ 300 km des côtes japonaises. Confirmez-vous ces tirs et quelle est votre réaction ?

R - Je vous renvoie à la déclaration que nous venons de faire.

4 - Israël/Territoires palestiniens - Ordres de démolition émis par les autorités israéliennes contre des structures bédouines (5 mars 2017)

La France est préoccupée par les ordres de démolition émis hier par les autorités militaires israéliennes contre près de 150 structures dans la communauté bédouine de Khan al-Ahmar (située dans la zone dite «E1», entre Jérusalem-Est et la colonie de Ma'ale Adumim). Cette zone est d'une importance stratégique pour la solution des deux États et la contiguïté d'un futur État palestinien.

Ces ordres de démolition font peser une menace imminente contre une communauté palestinienne déjà extrêmement vulnérable. Les chefs de mission de l'Union européenne auprès de l'Autorité palestinienne sont venus lui marquer leur soutien le 28 février.

Dans un contexte de forte accélération de la colonisation et de démolitions dans les Territoires palestiniens, la France rappelle son attachement à la solution des deux États, réaffirmée par la résolution 2334 du conseil de sécurité des Nations unies, seule à même de répondre aux aspirations légitimes des deux parties.

5 - Jordanie - Peine de mort (4 mars 2017)

La France condamne l'exécution le 4 mars de quinze personnes par les autorités jordaniennes.

Elle appelle les autorités jordaniennes à établir un moratoire en vue d'une abolition définitive de la peine de mort.

La France réitère son opposition constante à la peine de mort, en tous lieux et en toutes circonstances. Elle est engagée en faveur de l'abolition universelle de la peine de mort.

6 - Mali - Attaque de la base militaire de Boulikessi (5 mars 2017)

La France condamne l'attaque contre la base militaire de Boulikessi le 5 mars, près de la frontière avec le Burkina Faso.

Nous présentons nos condoléances aux familles des victimes et aux autorités maliennes.

La France soutient les efforts des États de la région pour renforcer conjointement la sécurité dans les zones frontalières.

7 - Panama - Accident de bus (5 mars 2017)

Nous avons appris avec émotion le bilan dramatique de l'accident de bus qui s'est produit le 5 mars à Cienaga Vieja (commune d'Anton), causant la mort de 18 personnes et faisant 33

blessés.

La France présente ses condoléances aux familles des victimes.

Elle assure le Panama de sa solidarité dans cette épreuve./.